

Le 4 février 2011

L'honorable Stephen Harper
Premier Ministre du Canada
Cabinet du Premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0A2

Courriel : pm@pm.gc.ca

Politique canadienne face au mouvement pour la démocratie en Égypte

Monsieur le Premier Ministre,

Le Syndicat canadien de la fonction publique est extrêmement préoccupé par la réaction du Canada à la crise qui fait rage en Égypte. Nous sommes indignés que votre gouvernement continue d'appuyer une transition « lente » alors qu'il est évident que le régime Moubarak est derrière la violente répression infligée aux paisibles manifestants pro-démocratie.

Il est inacceptable qu'un pays qui se targue d'avoir une longue tradition démocratique puisse être si déphasé par rapport aux autres pays démocratique et continue d'appuyer ce régime dictatorial. L'espoir et les aspirations de millions de citoyens égyptiens ordinaires sont en jeu et ces citoyens ordinaires méritent toute notre admiration pour le courage dont ils font preuve dans la résistance à leur gouvernement répressif. Vous devez immédiatement exiger la fin de la violence contre les manifestants, le droit à la libre expression et l'instauration d'une société libre et démocratique en Égypte. Et, pour cela, Hosni Moubarak doit partir et le Canada doit exiger que les responsables des meurtres, des agressions et de l'intimidation de personnes innocentes soient traduits en justice.

En outre, nous nous inquiétons de la suppression de l'information par l'interruption de l'accès à Internet, aux cellulaires et aux médias sociaux. Nous avons été consternés par les attaques lancées contre les médias, par la fermeture d'agences d'information comme Al Jazeera et par la détention et les agressions physiques subies par les journalistes, dont certains Canadiens. Le Canada doit condamner vigoureusement ces attaques et défendre la liberté de la presse.

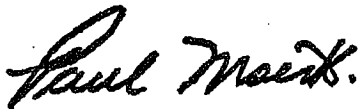
...2

Nous sommes aussi inquiets pour la sécurité des Canadiens qui se trouvent en Égypte et pour leur capacité à trouver information et appui auprès des représentants du Canada. Le manque d'information et les demandes de paiement immédiat comme condition pour quitter le pays illustrent une tendance troublante au manque de respect du Canada à l'endroit de ses citoyens qui se trouvent à l'étranger. Nous demandons à votre gouvernement de prendre des mesures immédiates pour assurer la sécurité des Canadiens en Égypte.

Le SCFP demande de plus au gouvernement canadien d'exiger sans équivoque la fin de la violence contre le peuple égyptien, la démission immédiate d'Hosni Moubarak et l'appui aux demandes en faveur d'une transition juste et équitable qui accordera à tous les Égyptiens le droit démocratique de s'exprimer.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

Le président national,



PAUL MOIST
Syndicat canadien de la fonction publique

cc: Claude Généreux, secrétaire-trésorier national, SCFP
Les membres du Conseil exécutif national du SCFP
Kenneth Georgetti, président, CTC
Michael Ignatieff, chef du Parti libéral du Canada
Gilles Duceppe, chef du Bloc Québécois du Canada
Jack Layton, chef du Nouveau Parti démocratique du Canada (NPD)